



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

calamités agricoles

Question au Gouvernement n° 3470

Texte de la question

PROBLÈME DES ÉLEVEURS

M. le président. La parole est à M. Pascal Deguilhem, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche M. Pascal Deguilhem. Monsieur le ministre de l'agriculture, avec mes collègues députés de Dordogne et bien d'autres, nous vous avons interrogé à plusieurs reprises il y a plus d'un mois sur la situation de sécheresse exceptionnelle et particulièrement grave qui sévit dans un grand nombre de nos territoires. Dans ces départements, il n'est pas de filières agricoles qui ne soient affectées.

Certaines d'entre elles sont dès à présent dans une situation dramatique, avec d'ores et déjà des conséquences sociales et économiques. Comme tous les parlementaires élus dans des départements d'élevage, vous pouvez mesurer ce que peut être la détresse d'un éleveur qui est dans l'impossibilité de nourrir son troupeau.

Compte tenu de l'extrême urgence face à laquelle nous nous trouvons, ce n'est pas sur le modèle agricole ou sur des réponses différées dans le temps que nous vous interpellons, c'est sur des mesures immédiates, concrètes et réellement efficaces. Nous voulons non pas des effets d'annonce mais un véritable plan de sauvetage, sans lequel toute la filière va s'effondrer.

La priorité des priorités pour les éleveurs est de pouvoir nourrir les bêtes pour éviter de les amener à l'abattoir. Vous en mesurez, je le sais, les conséquences, aussi bien sur les exploitations elles-mêmes que sur le déséquilibre du marché et le moral de la profession agricole.

La trésorerie des éleveurs est à zéro, ils n'ont pas la capacité financière d'acheter la nourriture qui leur fait défaut alors même que les prix ont explosé. En l'absence d'un soutien de trésorerie mobilisé très rapidement, de nombreux éleveurs auront disparu à l'automne. Ils auront rejoint la cohorte des agriculteurs dont le seul revenu est le RSA.

Vous aviez annoncé la mobilisation de la SNCF et de l'armée pour assurer le transport des fourrages. Dans mon département, la Dordogne, rien n'est en place aujourd'hui. Vous allez sans doute nous rappeler la mobilisation du fonds national de garantie des calamités agricoles, mais nombre d'éleveurs ne sont pas assurés et ne pourront émarginer.

Face à la gravité de la situation, avez-vous envisagé d'autres mesures que celles que nous connaissons déjà et qui ne sont pas une réponse satisfaisante ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, je partage votre analyse sur la situation des éleveurs. Vous savez que j'ai fait de l'élevage français une priorité absolue pour l'année 2011 car c'est la filière agricole qui souffre le plus, dans laquelle il y a le plus de détresse, qui prend le plus de plein fouet la sécheresse parce que, depuis des années et des années, ayons l'honnêteté de le reconnaître, certaines décisions structurelles nécessaires pour la filière n'ont pas été prises.

Nous avons commencé à les prendre, sur l'exportation, la structuration de la filière, la compétitivité des abattoirs, les coûts de production, ainsi que sur l'association des circuits de distribution et des industriels à la revalorisation du prix du kilo de viande, parce que c'est bien cela qu'attendent les éleveurs. Ce sont les décisions structurelles qui ont été prises pour 2011 et sur lesquelles je continuerai à me battre avec la plus

grande détermination parce que j'ai comme vous conscience des difficultés des éleveurs.

Il y a par ailleurs deux urgences absolues.

La première, c'est la trésorerie. Nous avons mobilisé le fonds national de garantie des calamités agricoles. Je viens de rendre éligibles à ce fonds, en totalité ou en partie, quarante et un départements pour qu'ils puissent recevoir des indemnisations le plus rapidement possible et, dès le 15 septembre, les éleveurs auront dans leurs trésoreries l'argent dont ils ont besoin. Ce sont 200 millions d'euros qui ont été mobilisés. S'il faut davantage, nous serons présents au rendez-vous et les trésoreries seront abondées comme elles doivent l'être pour soutenir les éleveurs.

La seconde priorité, c'est le transport des pailles et des fourrages. Avec Nathalie Kosciusko-Morizet, nous avons mobilisé les pailles et les fourrages sur l'ensemble du territoire. Nous avons demandé à la SNCF de participer au transport et je profite de votre question pour lancer un appel aux sociétés d'autoroute pour qu'elles garantissent la gratuité du transport par camions des pailles et des fourrages vers les éleveurs en difficulté. Il me semble qu'elles ont touché suffisamment d'argent avec le départ en vacances des Français pour pouvoir accorder cette gratuité. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Pascal Deguilhem](#)

Circonscription : Dordogne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3470

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 juillet 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 juillet 2011